

# Un vote approuvé dans la difficulté

Pendant la campagne des élections départementales, toutes les listes, sans exception, avaient comme leitmotif « les impôts n'augmenteront pas ». Or, les conseillers départementaux en ont décidé autrement le lundi 25 janvier lors du vote du budget. Après plus de 10 h de discussions, le budget 2016 a été voté avec 25 votants pour, 14 contre et 3 abstentions. Un budget avec une hausse de 29 % de la part départementale de l'impôt sur le foncier bâti et 35 millions d'euros d'économies.

Depuis mon élection à la présidence, et comme tous les départements de France, l'Essonne est confronté à un "effet de ciseaux" avec d'un côté les baisses de dotations de l'Etat et de l'autre l'augmentation des dépenses sociales obligatoires de solidarité, auxquelles s'ajoutent une dette d'un milliard d'euros et une dette toxique contractée par le SDIS, solutionnée en début d'année ».

## Plainte contre X

D'après un audit effectué en septembre, la majorité a accusé ses prédecesseurs d'avoir laissé 108 millions d'euros de factures impayées, notamment aux établissements accueillant des personnes âgées, handicapées et les enfants placés (ASE). « Cela s'appelle de la cavalerie budgétaire. La faillite n'est pas



François Durovray avec Pascal Picard à ses côtés.

seulement financière, elle est morale, explique François Durovray. J'ai décidé de saisir la justice d'un dépôt de plainte contre X pour faire toute la lumière sur cette situation. Si la réalité de la situation budgétaire du Département a été cachée aux Essonnais, il est temps que les responsabilités soient définies. »

## Budget établi dans l'urgence

Après avoir regretté de n'avoir pas été convié à la réalisation de ce budget et avoir écrit pour demander un report, le porte-parole de l'opposition David Ros a tenu à souligner qu'une autre solution était possible en présentant un contre-budget

« sans hausse d'impôts. » En accord avec les 7 millions d'euros d'économies présentées par la majorité, 15 millions auraient pu être trouvés en faisant des efforts financiers sur les transports, les sports, les bases de loisirs et en donnant moins de subventions aux communes. Une baisse des investissements était également possible. »

## Une partie de la droite en désaccord

Deux élus de droite du canton de Yerres, Olivier Clodong et Martine Sureau, ont également voté contre ce budget. « Votre budget est sincère. Nous comprenons les difficultés mais nous vous avons indiqué de ne pas prendre en compte la baisse de dotations de l'Etat pour 2017. Vous ne nous avez

pas entendus. Nous ne voulons pas de hausse d'impôts qui pénalise les Essonnais. »

Georges Tron, Pascal Picard et Christine Rodier se sont abstenus. « Je pense aux Essonnais qui nous ont fait confiance au mois de mars dernier. Ils nous ont élus et ils vont se sentir trahis. Cette décision me fait mal », souligne Georges Tron après avoir insisté sur le fait qu'il y avait d'autres solutions sans augmenter les impôts. Christine Rodier approuve le discours de Georges Tron et précise : « Depuis 10 ans, mon canton a déjà eu 65 % d'augmentation d'impôts. C'est dur ». Dun ton grave, François Durovray a conclu : « Sans cette décision, nous étions mis sous tutelle avec 70 % d'augmentation ».

■ Robert Mendiboure